

## Amérique du Sud et pays arabes : vers le libre commerce

Le sommet de Brasilia ouvre de nouvelles perspectives politiques et commerciales entre les deux blocs régionaux.

Eric Nepomuceno

Ce geste a été le plus osé – et aussi le plus risqué en bien des aspects – de la politique extérieure menée par le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva : promouvoir à Brasilia, les 10 et 11 mai 2005, une inédite réunion au sommet avec tous les pays d'Amérique du Sud et les membres de la Ligue arabe. Osé, car il n'y a aucun précédent à une initiative de cette portée. Risqué, étant donné les attentes de résultats et, surtout, en raison du malaise – prévu – que cela causera à Washington et en Israël. Par précaution, à la veille de la réunion, les diplomates brésiliens, et ensuite le président lui-même, ont essayé de souligner que les principales questions qui seraient traitées seraient l'intégration culturelle entre les deux blocs, le commerce et la coopération dans tous les domaines.

### Les antécédents

Il a fallu des mois d'analyse et de préparation, avec le soin de discuter chaque point spécifique de la déclaration qui seraient signée à la fin de la rencontre. Quoiqu'il en soit, les responsables de la stratégie internationale de Lula ont choisi de convoquer la réunion, puisque au moins deux des aspects centraux de la politique extérieure brésilienne seraient entendus. Premièrement, amplifier le commerce international et attirer de nouveaux investissements. Second, consolider le prétendu leadership de Lula entre les pays considérés comme émergents et ouvrir de nouveaux espaces d'appui pour son projet d'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Pour le Brésil et une bonne partie de ses voisins, l'Argentine en particulier, le ton prépondérant de cet événement devait être commercial. Mais les multiples réunions antérieures ont montré que, pour les pays arabes, le contenu politique était aussi essentiel. A partir de là, tous les efforts diplomatiques, des deux côtés, se sont appliqués à chercher un point d'équilibre entre ces deux attentes.

La croissance de l'économie brésilienne dépend essentiellement du commerce extérieur. Les ressources pour l'investissement public sont infimes du fait

des durs ajustements imposés par l'équipe économique du présent gouvernement. Pour cela, augmenter et diversifier les marchés extérieurs est devenu une priorité absolue, ainsi que le besoin de gagner, à l'aide des investissements internationaux, les ressources nécessaires pour éviter que les infrastructures publiques, le réseau routier et les ports en particulier, ne s'effondrent.

De là, les attentes commerciales et économiques de la réunion entre arabes et sudaméricains. En parallèle au sommet entre chefs d'Etat, de gouvernement et hauts fonctionnaires gouvernementaux, une réunion des chefs d'entreprises des deux régions a eu lieu. En 2004, le commerce entre les pays arabes et l'Amérique du Sud totalisait 10 000 pauvres millions de dollars, dont 8 200 millions avec le Brésil.

Lorsque l'on pense que les pays arabes importent autour de 250 000 millions de dollars par an, les dimensions minimales de ce chiffre se font claires. Et cela, sans faire mention des grandes réserves de ressources destinées à l'investissement extérieur.

Durant les mois précédant la réunion, l'ambassadeur Mario Villalva, directeur général du département de Promotion commerciale du ministère des Affaires Etrangères brésilien, a visité quatre pays arabes (Oman, Egypte, Arabie Saoudite et Qatar) pour se réunir avec les responsables des principales banques d'investissement. Cette ouverture de nouveaux fronts profiterait spécialement au Brésil, qui déjà en 2004 avait obtenu un investissement significatif de la Libye (450 millions de dollars pour des projets d'irrigation de la zone aride au nord-ouest brésilien), en plus d'avoir vendu 15 avions fabriqués par Embraer à l'Arabie Saoudite. Mais la proposition de Lula est d'étendre ses bénéfices aux pays voisins.

L'autre point prioritaire de la politique extérieure brésilienne est plus difficile à atteindre : avant de pouvoir postuler à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, il faut que la réforme prévue de la structure de l'organisation s'intensifie. Et pour cela, au delà des votes ou désirs des pays membres, c'est l'approbation des Etats-Unis qui est nécessaire.

## La Déclaration de Brasilia

Si quelque doute subsistait, le texte espagnol de la déclaration finale du sommet entre l'Amérique du Sud et les pays arabes (Brasilia, 10-11 mai 2005) porte l'empreinte brésilienne : il est évident que l'on a travaillé avec les originaux en portugais et en anglais.

Bien que construite en suivant le moule conventionnel, la partie relative aux principes de politique internationale pose des concrétions très importantes de par son pari clair pour le multi-latéralisme, le Droit International et les Droits de l'Homme ; la lutte contre le terrorisme ; le problème mondial des drogues illicites et des délits liés à celles-ci ; l'accomplissement des Objectifs de développement du millénaire ; la non-prolifération des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive ; la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats et la résolution pacifique des conflits dans le cadre des Nations unies, en garantissant l'exécution des résolutions de l'ONU de façon non-sélective.

En ce qui concerne le Proche-Orient, il adhère au principe de paix en échange de terre, aux résolutions de l'ONU, à l'accord-cadre de Madrid, à l'Initiative de paix arabe et à la Feuille de Route. L'appui à la création d'un Etat palestinien, qui coexisterait avec l'Etat d'Israël, est clair.

La déclaration au sujet d'Irak, dont le président fit sa présentation internationale à Brasilia, dégage un éclectisme similaire : droit à résister à l'occupation étrangère et réjouissance au sujet des élections qui ont eu lieu. Appuis aux initiatives internationales Action contre la Faim et la Pauvreté (du président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva) et l'Alliance de Civilisations (du président espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero), sans citer l'origine, et l'initiative du Qatar au sujet du dialogue entre civilisations et religions est remarquée. Le droit des Etats sur ses propres ressources naturelles, avec une allusion aux prérogatives pétrolières et minières et au commerce internationale sans pièges, est aussi souligné.

Sur le plan politique, la reconnaissance mutuelle de la Ligue arabe et de la Communauté sudaméricaine des Nations se concrétise dans la demande d'une réforme ample et intégrale de l'ONU, afin de ce que l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le conseil économique et social soient plus efficaces, démocratiques, transparents et représentatifs... Si l'entente mutuelle prospère, elle pourrait toucher le traitement de questions concrètes, comme le dit Syria Accountability Act, la problématique du Soudan et de la Somalie, le contentieux territorial entre l'Irak et les Emirats Arabes Unis ; la question des Malouines entre l'Argentine et le Royaume Uni (avec une allusion à l'annexe du Traité Constitutionnel de l'Union européenne qui inclut ces îles dans son territoire).

Au delà de la politique, la déclaration ouvre les différents fronts sur lesquels le rapprochement entre les deux blocs pourrait se construire : culture, économie, commerce et système financier international, développement durable, coopération Sud-Sud, action contre la faim et la pauvreté, coopération dans les sciences et la technologie, etcetera.

Un mécanisme usuel de coopération est établi : des réunions de hauts fonctionnaires, de ministres des différents secteurs et de chanceliers jusqu'au prochain sommet, qui aura lieu au Maroc au cours du second trimestre 2008. Avant cela il y aura d'autres occasions de se rencontrer, telle la réunion entre consommateurs et producteurs d'énergie (Riad, automne 2005) où tous les pays participant au Sommet de Brasilia ont été invités par l'Arabie Saoudite.

José Antonio Fernández, POLÍTICA EXTERIOR

De toute façon, cette question est un des axes essentiels de la politique extérieure brésilienne, ainsi il est fondamental d'obtenir l'appui – ou du moins la sympathie – de la communauté arabe.

Néanmoins, pour le gouvernement de Lula, les objectifs de la réunion ne se tiennent pas à ces deux points : la réaffirmation du leadership brésilien dans la région était aussi à l'acte du jour, malgré le malaise évident que cette ambition provoque en Argentine, principal associé économique du pays au sein du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay).

## Les résultats

L'aspect politique fort et clair de la rencontre de Brasilia a fini par satisfaire les aspirations des deux blocs. Dans ce sens, un point fort délicat – et, du point de vue des pays sudaméricains, avec de bons résultats – a été la négociation sur un sujet brûlant, la lutte contre le terrorisme. Des émissaires de Washington ont déployé d'énormes efforts, durant les semaines qui ont précédé le sommet de Brasilia, pour tenter d'empêcher que le texte final ne critiquasse de façon trop dure sa politique sur cette question.

Lors des négociations entre les deux blocs, les pays arabes ont obtenu l'inclusion de condamnations claires à la politique des USA dans la région, en critiquant des actions réalisées en marge des déterminations de l'ONU. Le texte renforce aussi son appui à la cause palestinienne, en réaffirmant son rejet des initiatives imposées par Israël.

Ces deux points ont motivé de sévères et pas si discrets avertissements des USA et d'Israël au Brésil, à la veille de la rencontre. Lors d'une visite au Brésil, la secrétaire d'Etat des USA, Condoleezza Rice, sollicite même la présence d'un observateur envoyé par Washington au sommet arabo-sudaméricain. Le gouvernement brésilien refusa la pétition.

En tout cas, la déclaration finale élargit ses objectifs, en plus de la forte condamnation des actions des USA et d'Israël dans la région arabe.

En marge des attentes commerciales, elle souligne aussi des aspects qui présentent un intérêt spécial pour les pays sudaméricains, comme le besoin d'établir de nouvelles formes d'interlocution sur la scène internationale et de donner une nouvelle tournure à la globalisation. Les sudaméricains attendaient le renforcement des aspects essentiellement politiques demandé par tous les représentants des pays arabes.

Les perspectives ouvertes par cette rencontre sont assez positives du point de vue sudaméricain. De tous les participants d'Amérique du Sud, la délégation la plus enthousiaste au moment d'exposer le potentiel d'affaires entre les deux blocs, a été la délégation brésilienne. Ainsi, le ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur, Luiz Fernando Furlan, affirmait que le commerce régional avec les pays arabes peut « facilement se multiplier par deux dans les trois prochaines années ». Selon Furlan, tout dépend, en premier lieu, de « la disposition des chefs d'entre-

prise des deux blocs, et de la volonté politique des gouvernements ». Il notait l'exemple du Brésil, avec ses exportations grandissantes, et souligna les principaux acheteurs de produits brésiliens : Arabie Saoudite (826 millions de dollars en 2004), les Emirats Arabes Unis (707 millions), l'Egypte (623 millions), le Maroc (349 millions) et l'Algérie (348 millions). Les principaux vendeurs au Brésil sont l'Algérie (1 935 millions), l'Arabie Saoudite (1 231 millions), l'Irak (473 millions), le Maroc (241 millions) et la Tunisie (74 millions).

Selon les pays sudaméricains, pour que les relations commerciales avancent entre les deux blocs, il faut une forte stimulation des relations politiques, et cela a été un des objectifs atteints à Brasilia : tendre les premiers ponts et ouvrir de nouveaux espaces pour un dialogue plus actif et influent entre la Ligue arabe et la Communauté sudaméricaine des Nations récemment établie. L'accord bilatéral signé entre le Mercosur et les six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Qatar, Koweït, Yémen et Oman) en est un avant-goût. A partir de cet accord, des représentants des deux blocs vont créer un comité dont le but sera d'établir, à court terme, un accord de libre-échange.

Les diplomates sudaméricains considèrent cette initiative comme un important premier pas pour atteindre l'un des objectifs du sommet de Brasilia : intensifier les relations commerciales et économiques, dans un nouveau dialogue Sud-Sud. Dans ce sens, le fait que le Brésil ait réussi à augmenter de 50 % son commerce avec les pays arabes, au cours des deux dernières années, servira de cadre initial pour amplifier les opportunités offertes à tous les autres pays d'Amérique du Sud.

La proposition a obtenu un écho positif de la part de la Ligue arabe. Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue, déclarait à Brasilia exactement ce que les sudaméricains voulaient entendre : « Ce sont deux blocs économiques qui ne peuvent s'ignorer. Ce serait une grande erreur arabe que de continuer sur ce chemin. Il n'est jamais trop tard pour commencer ».

Pour la majeure partie des sudaméricains, les résultats de la réunion seront positifs. Il y aura un prix politique à payer quand aux USA et Israël, mais l'on calcule qu'à moyen terme ce prix sera annulé par les résultats commerciaux que le sommet attisera. « Nous avons ouvert une large porte, et ceci va déranger les Grands qui pensent toujours la globalisation selon leurs propres intérêts », disait Lula dans un entretien privé à la fin de la rencontre. « Dans trois ans nous saurons si tous ce que nous attendons est passé par cette porte ».

Des diplomates présents lors de la rencontre ont souligné un point qui selon eux a été mal interprété par les moyens de communications et par certaines organisations patronales d'Amérique du Sud : en aucun lieu les pays arabes n'ont imposé quoi que ce soit

### L'Amérique latine y le monde arabe : quelques chiffres

Les mandataires des pays latino-américains et arabes réunis à Brasilia (10-11 mai 2005) veulent augmenter les échanges commerciaux entre les deux régions.

Voici quelques données économiques sur le flux commercial :

■ La présence de l'Amérique du Sud sur le marché du Proche-Orient est encore limitée. Ses ventes représentent 3,5 % des importations de cette région.

■ Le Brésil est le pays qui effectue le plus d'échanges commerciaux avec les pays arabes. En 2004, les importations et exportations avec la Ligue arabe atteignaient 8 192 millions de dollars.

■ En 2004, le flux commercial entre le Brésil et les pays de la Ligue arabe a augmenté de 49,87 % par rapport à l'année précédente.

■ Le Brésil exporte de la viande, du sucre, de l'acier, des véhicules et des pièces automobiles. Les pays arabes exportent du pétrole et ses dérivés.

■ L'échange se réalise aussi au niveau des licitations et des services. Par exemple, l'entreprise de construction civile brésilienne Odebrecht est en train de construire au Emirats Arabes Unis une terminale maritime pour une valeur de 23,4 millions de dollars.

■ L'Argentine de son côté, a exporté 2 148 millions de dollars aux pays de la Ligue arabe en 2004.

■ Les principaux produits d'exportation argentins ont été le soja, le blé et le maïs.

■ La Communauté des Andes (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela) est aussi une région qui a connu une augmentation considérable des échanges commerciaux, avec une croissance de 19,3 %.

■ Cette région a exporté des bananes, des produits ferreux, de la canne à sucre, du zinc, de la farine, du café, des grains et des pièces de machines.

Fuente: BBC-Mundo

qui n'eut été discuté dans le détail lors des réunions antérieures.

L'emphase politique, pour autant que l'avait annoncé le gouvernement brésilien – hôte de la rencontre – était prévue. Les points les plus délicats avaient aussi été négociés lors des réunions tenues à Marrakech, plusieurs semaines avant le sommet de la capitale brésilienne, et traités une fois de plus à la veille de la signature de la « Charte de Brasilia ».

Il n'y a pas eu de surprises, mais l'on peut affirmer qu'à la fin du sommet il y a eu, en abondance, une sensation claire d'optimisme. La tendance politique de la réunion a été satisfaisante pour les deux blocs. Et les perspectives d'augmenter le flux commercial et d'établir de nouvelles bases pour la coopération économique laissent ouverte la porte à un possible virement inédit sur la scène des deux blocs. ■